



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

**ARRÊTÉ**

**n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/923 du 19 décembre 2016  
mettant en demeure la COOPERATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SUD de respecter les  
dispositions de l'arrêté préfectoral n°2010 PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010  
pour son établissement situé à MORIGNY-CHAMPIGNY (91150)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**  
**Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 871273 du 30 avril 1987 portant autorisation d'exploiter une installation classée délivré à la COOPERATIVE AGRICOLE DE LA REGION D'ETAMPES sise ZI « les Rochettes » à MORIGNY-CHAMPIGNY,

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 28 octobre 1999 à la COOPERATIVE AGRICOLE ILE-DE-FRANCE SUD pour l'exploitation des activités sises à MORIGNY-CHAMPIGNY, Zone Industrielle « les Rochettes », précédemment exploitées par la COOPERATIVE AGRICOLE DE LA REGION D'ETAMPES et actualisant ses activités,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/PREF-DCL/0136 du 20 mars 2000 portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87.1273 du 30 avril 1987,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-PREF-DCL/0266 du 23 juillet 2002 portant imposition de prescriptions complémentaires pour le fonctionnement des installations classées soumises à autorisation avec bénéfice de l'antériorité exploitées par la COOPERATIVE AGRICOLE ILE-DE-FRANCE SUD à MORIGNY-CHAMPIGNY,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI/3BE 0003 du 5 janvier 2006 imposant à la COOPERATIVE AGRICOLE ILE-DE-FRANCE SUD des prescriptions complémentaires pour le renforcement de la sécurité de son dépôt d'engrais à base de nitrate d'ammonium situé à MORIGNY-CHAMPIGNY,

VU l'arrêté préfectoral n°2010 PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010 portant imposition de prescriptions complémentaires à la COOPERATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SUD pour l'exploitation des activités suivantes situées Zone Industrielle « les Rochettes » à MORIGNY-CHAMPIGNY :

- 2160.a (A) avec BA : Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, en silos ou installations de stockage, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m<sup>3</sup>

Volume total de stockage de 61 400 m<sup>3</sup> constitué de :

- silo métallique « n°2 » vertical de 15 400 m<sup>3</sup>
- silo métallique « n°2 bis » vertical de 20 000 m<sup>3</sup>
- silo métallique « ONIC » vertical de 26 000 m<sup>3</sup>

- 2910.A.2 (DC) avec BA : Combustion, l'installation consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, la puissance thermique de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW

Installation de combustion consommant du gaz naturel

Puissance thermique totale des 2 séchoirs égale à 12,18 kW

- 2260-1 (A) avec BA : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail

Puissance totale mise en œuvre : 582 kW

- 2175.2 (D) : Engrais liquides en récipient de capacité unitaire ou égale à 3 000 l  
capacité 220 m<sup>3</sup>

- 1331-II.c(DC) : Engrais simples et composés conformes à la norme NF U 42-001 dont la teneur en azote est :

- supérieure à 24 % en poids ;
  - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium
- Quantité totale : 1 249 t.

- 1331-III (DC) avec BA : Autres engrais conformes à la norme NF U 42-001 dont la teneur en azote est inférieure à 24,5 % de nitrate d'ammonium, non classables en 1331-I ou II

Quantité totale : 3 500 t.

- 1155-3 (DC) avec BA : Produits agropharmaceutiques

Quantité totale : 35 t.

- 1172-3 (DC) avec BA : Produits dangereux pour l'environnement -A-Très toxiques

Quantité totale : 50 t.

- 1432-2.b (DC) avec BA : Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables

Capacité : 80 m<sup>3</sup>.

Capacité équivalente : 16 m<sup>3</sup>

- 1173 (NC) : Produits dangereux pour l'environnement -B-Toxiques

Quantité totale : 25 t

- 1434 (NC) : Installation de remplissage des réservoirs de véhicules à moteur

Débit maximal : 2,7 m<sup>3</sup>/h

Débit équivalent : 0,54 m<sup>3</sup>/h

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 novembre 2016, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 13 octobre 2016, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 21 novembre 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 13 octobre 2016, l'inspecteur a constaté que l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection des installations classées le rapport annuel comportant l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,

CONSIDERANT les enjeux en termes de risque d'explosion dans les silos,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010 PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la COOPERATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SUD de respecter l'article 3.1 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral n°2010 PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La COOPERATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SUD, dont le siège social est situé Zone Industrielle "les Rochettes" à MORIGNY-CHAMPIGNY (91150), exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sise Zone Industrielle "les Rochettes" à MORIGNY-CHAMPIGNY (91150), est mise en demeure de respecter :

**dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 3.1 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral n°2010 PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010, en fournissant à l'inspection des installations classées le rapport annuel comportant l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;  
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**ARTICLE 4 : Exécution**

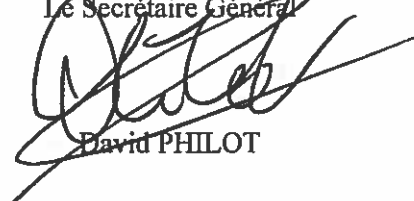
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la COOPERATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SUD, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Madame le Maire de MORIGNY-CHAMPIGNY.

Pour la Préfète, et par délégation,

Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'David Philot', written over the printed name.

David PHILOT